

## Interview d'Agathon Rwasa sur RFI : « Nous y allons pour gagner ! »

RFI, 15-05-2020 PrÃ©sidentielle au Burundi : pour Agathon Rwasa, la population est dÃ©terminÃ©e au changement. Sept candidats sont en lice pour la prÃ©sidentielle de mercredi prochain, le 20 mai, au Burundi. La campagne se termine ce dimanche 17 mai. RFI donne la parole Ã  l'ensemble des candidats. Ce vendredi matin, nous recevons l'ex-chef rebelle Agathon Rwasa, qui se prÃ©sente sous les couleurs du CongrÃ©s national pour la libertÃ© (CNL). Il est le principal rival du gÃ©nÃ©ral Evariste Ndayishimiye, candidat du parti au pouvoir (le CNDD-FDD), Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie.

RFI : Au vu des circonstances et du climat qui prÃ©vaut au Burundi, beaucoup pensaient que cette Ã©lection Ã©tait jouÃ©e d'avance. Vous n'Ã©tes pas d'accord avec cette analyse, vous y allez pour gagner. Agathon Rwasa : Oui, nous y allons pour gagner, parce que la population veut du changement. Elle est dÃ©terminÃ©e pour le changement. Donc il n'y a rien de jouÃ© d'avance, sinon la panique qu'on observe dans le camp du CNDD-FDD ne serait pas observÃ©e aujourd'hui. Ce que les conditions pour une Ã©lection Ã©quitable, dÃ©mocratique, sont rÃ©unies, selon vous ? Non, elles ne sont pas rÃ©unies. D'autant plus que l'administration est monopolisÃ©e par le CNDD-FDD. Nous voyons mÃame qu'il y a une violation flagrante du Code Ã©lectoral, notamment dans la mise en place des membres des bureaux de vote. La CNI se refuse toujours Ã  afficher les listes des personnes inscrites. Donc il y a beaucoup, beaucoup, d'irrÃ©gularitÃ©s, parce que le CNDD-FDD veut se maintenir, c'est ce qu'ils veulent. Ils ont Ã©tÃ© aux affaires pendant quinze ans. Tout a dÃ©gringolÃ©. Leur gouvernance n'est pas basÃ©e que sur la violence et Ã©videmment les libertÃ©s n'existent plus. Il faut Ãªtre du CNDD-FDD pour faire du business. Il faut Ãªtre du CNDD-FDD pour jouir de ses droits. Mais la population est dÃ©terminÃ©e au changement. Donc on doit rÃ©ussir ce pari. Vous dÃ©noncez Ã©galement la rÃ©pression Ã  l'encontre de vos militants avant la campagne pendant cette campagne ? Oui, cela s'est amplifiÃ© pendant cette campagne, et donc, la chasse Ã  l'homme, surtout les mandataires et ceux qui sont sur les listes. Mais vous parvenez tout de mÃame Ã  faire campagne. Il y a un espace qui est ouvert. Ce n'est pas si ouvert que cela. Des fois, on nous refuse les espaces que l'on a demandÃ©s, depuis que l'on a commencÃ© la campagne, on nous dit que c'est occupÃ© par d'autres. Finalement, on se rend compte que personne n'a Ã©tÃ©. On nous dit parfois mÃame qu'on ne peut pas Ãªtre dans la mÃame province que le candidat du CNDD-FDD. C'est vraiment un peu bizarre ce que l'on nous fait comme traitement. Et que ferez-vous si vous estimez que l'on vous a volÃ© la victoire ? Ce qui est prÃ©vu par la loi, c'est cela que nous allons faire. Nous saisirons la Cour constitutionnelle, quand bien mÃame nous savons que c'est une Cour qui est plutÃ´t sous la coupe du CNDD-FDD. Certains partis de l'opposition voient reprocher le choix que vous aviez fait, de soutenir en 2015 le prÃ©sident Pierre Nkurunziza. Vous aviez mÃame Ã©tÃ© le premier vice-prÃ©sident de l'AssemblÃ©e nationale avec les voix de son parti. Maintenant, il garde une dent contre vous et refuse de se rallier. Est-ce que cela ne risque pas de vous coÃ»ter cher ? Ecoutez, madame. Au Burundi on a trente-cinq partis politiques agrÃ©gÃ©s au ministÃ©re. Mais sur le terrain c'est une autre rÃ©alitÃ©. Je pense que chaque parti politique dÃ©cide de son sort de faÃ§on libre et de faÃ§on indÃ©pendante. Nous sommes libres de dÃ©cider, ils sont libres de dÃ©cider de leur cÃ´tÃ©. Qu'est-ce que vous respectez ? Votre nom est citÃ© dans le massacre des Tutsis congolais Banyamulenge Ã  Gatumba en 2004. Vous Ã©tiez considÃ©rÃ© comme un extrémiste hutu. Qu'est-ce que vous rÃ©pondez aujourd'hui ? Je n'ai pas participÃ© Ã  cette tragÃ©die. Je ne peux pas rÃ©pondre d'un crime que je n'ai pas commis. DeuxiÃªme chose : la prÃ©sidence de tous les gouverneurs burundais aura toujours Ã©tÃ© de dire que Rwasa est un extrémiste. Les politiciens burundais, au lieu de s'attaquer aux vrais problÃªmes, ils cherchent toujours Ã  manipuler l'opinion. Pour moi, on est Burundais. Et Ãªtre Burundais c'est plus qu'Ãªtre Hutu, plus qu'Ãªtre Tutsi. Ce que nous cherchons Ã  bÃªtir, c'est un Burundi rÃ©unifiÃ©. Alors, ceux qui spÃ©culent et qui veulent patauger dans cet imbroglio de l'ethnisme et autre, ils sont en arriÃ¨re. Je ne sais pas quand est-ce qu'ils vont rattraper le train. Et si vous Ãªtes Ã©lu, quelle est la prioritÃ© numÃ©ro un de votre programme de sociÃ©tÃ© ? D'abord, nous voulons rÃ©tablir le droit de tout citoyen. L'appareil sÃ©curitaire doit Ãªtre libÃ©rÃ© de faÃ§on professionnelle et ne pas s'embarquer dans les histoires de militantisme, comme on le voit aujourd'hui. On veut redorer l'image du Burundi. Il faut relancer la coopÃ©ration pour que le Burundi sorte de son isolement. Il faut aussi prioriser l'Ã©ducation nationale, tout en pensant aussi Ã  dÃ©velopper notre Ã©conomie, toutes les prioritÃ©s en quelque sorte. C'est comme si on devait reprendre tout Ã  zÃ©ro.

Ã

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});